

Lois sur les prêts

Quant à moi, je ne crois pas du tout à cela. Actuellement, la seule chose qui arrête les petits industriels canadiens de prendre de l'expansion, c'est le manque de matériel. Cela est dû au fait que le gouvernement, à cause du régime de l'impôt, considère actuellement l'inventaire d'un manufacturier comme un profit net, et que par conséquent il doit payer des impôts sur son inventaire, et s'il est imposable à 25 p. 100, il paye sur son inventaire 25 p. 100 plus cher qu'il devrait payer.

Donc, il n'en garde pas d'inventaire. Si l'on veut acheter du gyproc, du métal, ou tout autre matériel de construction, on fait un «back order», en nous disant: On n'en a pas, on va te livrer cela dans deux, trois, quatre ou cinq mois. Pourquoi? Parce que le gouvernement décide qu'il taxe les inventaires des manufacturiers. Si le revenu d'un manufacturier est taxable à 24 ou 25 p. 100, il doit alors payer 25 p. 100 d'impôt sur son inventaire. Donc, il ne veut pas d'inventaire. Il vend d'abord son produit et envoie les factures par la suite. Il n'y a rien sur les tablettes, il n'y a rien à vendre, il n'y a plus d'inventaire à faire.

Le gouvernement dit: Il faut arrêter l'inflation. Par contre, en ne libérant pas les inventaires du manufacturier, cela crée une rareté de produits. Alors, on ne marche plus, et l'on dit: J'achète. Il n'est plus question de «cash discount», et l'on achète le produit quand on en a besoin. C'est ce qui se produit actuellement.

Le gouvernement, par ce projet de loi, tolère l'augmentation des taux d'intérêt, et fait en sorte que celui qui a besoin d'argent va emprunter, même si cela coûte plus cher. Cela augmente d'autant le coût de la vie. Je me demande où le ministre des Finances a la tête pour dire: En augmentant le taux d'intérêt, on arrête l'inflation.

Je rappellerai qu'en 1968, le taux d'intérêt était de 6 p. 100, et il a maintenant atteint 12 p. 100. Il est entendu que la hausse de 6 p. 100 du taux d'intérêt se reflétera aussi pour celui qui en a besoin, dans le domaine des aliments, de la machinerie, ou autres. Comment faire pour arrêter l'inflation? A mon avis, c'est un raisonnement qui est faux, et je n'y crois pas du tout. Avec cette hausse du taux d'intérêt, les riches s'enrichissent davantage, parce que ce sont eux qui prêtent l'argent, et les pauvres s'appauvrissent, parce qu'ils empruntent l'argent à n'importe quel taux. Ils en ont besoin, et ils en empruntent à 12, 13 ou 14 p. 100. Ils vont même emprunter des compagnies de finance à un taux de 28 p. 100. Il ne veut rien savoir, il emprunte de l'argent au prix qu'il vaut, au prix que ça lui coûte, puis, il s'appauvrit et celui qui est riche s'enrichit. Ce n'est pas ainsi qu'on va enrayer l'inflation. On change l'argent de place seulement; il n'y a rien à faire de cette façon.

Monsieur le président, le projet de loi que nous étudions actuellement, à mon sens, a été mal pensé, si l'on considère le temps où le gouvernement le présente, et je crois que cela n'aide personne. Donc, je crois que ce projet de loi est inutile et ne vient pas au bon moment, car avec les taux d'intérêt actuels, personne ne peut s'en prévaloir. Ceux qui croient faire de l'argent en empruntant à des taux d'intérêt aussi déraisonnables ne sauraient à mon sens réaliser le moindre profit.

● (2030)

[Traduction]

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai cru devoir faire quelques remarques parce que je me soucie beaucoup du petit homme d'affaires même si je viens d'un grand centre industriel, Hamilton.

M. Whicher: Je croyais que c'était la Stelco.

M. Alexander: J'ai entendu dire que mon ami d'en face ne se représenterait pas. Il a grandement contribué au processus, du moins le croit-il. Il a mentionné une de nos grandes industries. Sans la compagnie sidérurgique, ce serait la débâcle au pays et il n'y aurait pas le genre de participation de la collectivité qu'on connaît actuellement. Je crois savoir qu'elle verse des fonds non seulement sous forme de prêts aux étudiants mais pour mettre en valeur la communauté et à d'autres fins semblables, de sorte qu'il faut mentionner la compagnie avec beaucoup de respect.

Pour revenir à ce que je disais, monsieur l'Orateur, je me soucie des questions dont traite le bill C-14 concernant les prêts destinés aux améliorations agricoles et les prêts aidant aux opérations de pêche, mais bien de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre ont présenté des exposés valables qui ont bien su, à mon avis, faire ressortir les besoins de ces gens de leurs localités.

Monsieur l'Orateur, je considère le petit homme d'affaires important pour le pays. C'est sans contredit un gros contribuable, c'est un employeur et c'est un dirigeant en vue, et comme on ne peut nier ces réalités, il est continuellement oublié. C'est un problème qui nous touche tous et dont nous nous rendons tous compte. Il est non seulement oublié, mais la proie constante de frustrations à cause, par exemple, d'un ministère des Postes inefficace, d'un programme d'assurance-chômage impraticable et de la hausse de primes annoncée récemment par le ministre responsable. Il est aussi inquiet du taux élevé d'emplois vacants au pays tout en demandant qu'on l'aide à résoudre ses propres problèmes de main-d'œuvre. Il est inquiet et frustré à cause du grand nombre de lois auxquelles il doit se conformer sans pouvoir savoir ce qui se passe. Je parle ici du petit homme d'affaires.

Les grosses corporations ont beau jeu: elles ont leurs comptables, leurs vérificateurs, leurs avocats et leurs relationnistes bien payés.

Une voix: Et leurs avocats!

M. Alexander: J'ai parlé d'avocats et je suis moi-même membre de cette honorable profession. La grosse entreprise est capable de protéger ses intérêts, mais le petit homme d'affaires voit venir tous les jours, toutes les semaines, tous les mois de nouvelles mesures législatives.

D'abord il ne les comprend pas et d'ailleurs il ne peut les appliquer. Cela l'ennuie beaucoup de penser que lorsqu'il soumet des mémoires ou des déclarations à la Chambre ou à des députés notamment à ceux qui sont temporairement au gouvernement, cela prend le chemin de la corbeille à papier.

Une autre chose qui m'ennuie, c'est que le petit homme d'affaires ne sait pas quelle est l'idéologie politique du gouvernement actuel.

Une voix: Tout pour tout le monde.

M. Alexander: J'entends mon ami socialiste qui dit «tout pour tout le monde» et je pense qu'il a raison. Je crois que c'est ce que le gouvernement cherche à faire et cela ennue le petit homme d'affaires. Je pense que la politique de mes amis de la gauche est de donner tout à tout le monde et ils veulent veiller sur les gens de leur conception jusqu'à leur résurrection. Telle est la philosophie du Nouveau parti démocratique alors que les libéraux veulent veiller sur les gens, de la matrice au tombeau. Nous, nous faisons mieux, nous veillons sur eux de la naissance à la mort.